

Turquie / Kurdistan : Note n° 2

8 décembre 2016

Depuis le coup d'état manqué du 15 juillet 2016, un régime de dictature s'instaure en Turquie qui renforce la situation de guerre au Kurdistan (Est de la Turquie). Ce bulletin fait le point sur la situation et met en valeur les initiatives prises par les syndicats de Solidaires afin d'en développer d'autres. La solidarité internationale est plus que jamais nécessaire. Nous pouvons saluer la déclaration commune des syndicats français du 23 novembre, des réunions pour poursuivre le travail ensemble sont prévues.

17 novembre 2016

A Dersim 12 personnes ont été incarcérées dont le co-président du DİSK Dersim, des membres de Bes (syndicat des employé.e.s de bureau qui syndique notamment les employé.e.s municipaux, relié à KESK) les co-maires de Dersim les co-président.e.s du HDP et DBP de Dersim et des membres et dirigeant.e.s du DBP et du HDP.

Le co-maire de Cizre a été incarcéré.

Le co-maire de Siirt a été incarcéré.

Arrestation de 7 syndicalistes de KESK à Aynın.

18 novembre

Le co-président de la section SES de Aynın (Kurdistan) a été condamné à 10 ans de prison pour « appartenance à une organisation terroriste » tandis qu'un membre de cette section a été condamné à 6 ans de prison pour les mêmes motifs.

Un groupe Turquie / Kurdistan a été fondé au sein de la commission internationale. Il s'est doté d'une liste mail bjji@solidaires.org / Vous pouvez faire remonter vos adresses si vous le souhaitez.

La lutte a payé : 6007 enseignant.e.s suspendu.e.s réintégré.e.s



Action pour la réintégration des enseignant.e.s suspendu.e.s et licencié.e.s.
« Nous reviendrons » « Nous ne nous taisons pas ». Photo : Eğin-Sen

La lutte menée depuis des semaines par les enseignant.e.s du syndicat Eğin-Sen a payé puisque le 25 novembre, le ministère de l'éducation nationale annonçait la réintégration de 6007 enseignant.e.s suspendu.e.s par décret depuis 77 jours. Cette annonce a été faite deux jours après que le Parlement européen a voté le "gel temporaire" des négociations d'adhésion de la Turquie au sein de l'UE. Les enseignant.e.s réintégré.e.s sont principalement des enseignant.e.s membres d'Eğin-Sen. Le syndicat annonce que la lutte va continuer jusqu'au retour à leur fonction de tout.e.s les enseignant.e.s. Ainsi, à Diyarbakır 2253 enseignant.e.s sont réintégré.e.s, 38 à Dersim, 466 à Van, 806 à Batman. Mais il reste encore des dizaines d'enseignant.e.s membres du syndicat qui sont toujours suspendu.e.s. Et plus de 800 qui ont été licencié.e.s que le gouvernement n'envisage pas de réintégrer. Il faut noter que si plus de 125 000 fonctionnaires ont été limogé.e.s depuis la tentative de coup d'Etat, KESK est le seul syndicat qui proteste et résiste contre ces licenciements, alors que seuls 2077 de ces fonctionnaires limogé.e.s sont membres de KESK. Les autres syndicats de fonctionnaires, souvent proches du pouvoir, sont silencieux. Des responsables de KESK disent que les fonctionnaires syndiqué.e.s aux autres syndicats viennent voir KESK pour obtenir un soutien et des conseils juridiques.

Nous avons aussi appris qu'un enseignant d'Eğin-Sen suspendu depuis le 8 septembre est décédé d'une crise cardiaque le 2 décembre après avoir appris sa réintégration. Il a succombé à 85 jours de stress, d'incertitudes quant aux motifs de sa suspension, et aux diffamations et accusations graves dont il a été l'objet durant cette période.

Voici le nouveau n° du bulletin de la commission internationale de Solidaires sur la situation en Turquie et au Kurdistan.

Le prochain bulletin portera sur la manifestation du 7 janvier à Paris pour exiger la vérité sur les assassinats, à Paris, de Sakine, Rojbin et Leyla, militantes kurdes.

Solidaires appelle à participer à cette manifestation et fait partie des organisatrices et organisateurs.

Plus que jamais, étant donné la situation actuelle en Turquie, nous devons être Solidaires"

Depuis le coup d'état manqué du 15 juillet 2016, un régime de dictature s'instaure en Turquie qui renforce la situation de guerre au Kurdistan (Est de la Turquie). Ce bulletin fait le point sur la situation et met en valeur les initiatives prises par les syndicats de Solidaires afin d'en développer d'autres. La solidarité internationale est plus que jamais nécessaire. Nous pouvons saluer la déclaration commune des syndicats français du 23 novembre, des réunions pour poursuivre le travail ensemble sont prévues.

17 novembre 2016

A Dersim 12 personnes ont été incarcérées dont le co président du DISK Dersim, des membres de Bes (syndicat des employé.e.s de bureau qui syndique notamment les employé.e.s municipaux. relié à KESK) les co maires de Dersim les co président.e.s du HDP et DBP de Dersim et des membres et dirigeant.e.s du DBP et du HDP.

Le co maire de Cizre a été incarcéré.

Le co maire de Siirt a été incarcéré.

Arrestation de 7 syndicalistes de KESK à Aydn.

18 novembre

Le co président de la section SES de Ağrı (Kurdistan) a été condamné à 10 ans de prison pour « appartenance à une organisation terroriste » tandis qu'un membre de cette section a été condamné à 6 ans de prison pour les mêmes motifs.

Un groupe Turquie / Kurdistan a été fondé au sein de la commission internationale. Il s'est doté d'une liste mail biji@solidaires.org / Vous pouvez faire remonter vos adresses si vous le souhaitez.

La lutte a payé : 6007 enseignant.e.s suspendu.e.s réintégré.e.s



Action pour la réintégration des enseignant.e.s suspendu.e.s et licencié.e.s.
« Nous reviendrons » « Nous ne nous tairons pas ». Photo : Eğitim-Sen

La lutte menée depuis des semaines par les enseignant.e.s du syndicat Eğitim-Sen a payé puisque le 25 novembre, le ministère de l'éducation nationale annonçait la réintégration de 6007 enseignant.e.s suspendu.e.s par décret depuis 77 jours. Cette annonce a été faite deux jours après que le Parlement européen a voté le "gel temporaire" des négociations d'adhésion de la Turquie au sein de l'UE. Les enseignant.e.s réintégré.e.s sont principalement des enseignant.e.s membres d'Eğitim-Sen. Le syndicat annonce que la lutte va continuer jusqu'au retour à leur fonction de tout.e.s les enseignant.e.s. Ainsi, à Diyarbakir 2253 enseignant.e.s sont réintégré.e.s, 38 à Dersim, 466 à Van, 806 à Batman. Mais il reste encore des dizaines d'enseignant.e.s membres du syndicat qui sont toujours suspendu.e.s. Et plus de 800 qui ont été licencié.e.s que le gouvernement n'envisage pas de réintégrer. Il faut noter que si plus de 125 000 fonctionnaires ont été limogé.e.s depuis la tentative de coup d'État, KESK est le seul syndicat qui proteste et résiste contre ces licenciements, alors que seuls 2077 de ces fonctionnaires limogé.e.s sont membres de KESK. Les autres syndicats de fonctionnaires, souvent proches du pouvoir, sont silencieux. Des responsables de KESK disent que les fonctionnaires syndiqué.e.s aux autres syndicats viennent voir KESK pour obtenir un soutien et des conseils juridiques.

Nous avons aussi appris qu'un enseignant d'Eğitim-Sen suspendu depuis le 8 septembre est décédé d'une crise cardiaque le 2 décembre après avoir appris sa réintégration. Il a succombé à 85 jours de stress, d'incertitudes quant aux motifs de sa suspension, et aux diffamations et accusations graves dont il a été l'objet durant cette période.

- Emplacement : réINVENTER le syndicalisme > A l'international > Actualités internationales >
- Adresse de cet article : <https://solidaires.org/Turquie-Kurdistan-Note-no-2>